

COMMUNIQUÉ

le 1^{er} avril 2024

Sans certitudes quant au maintien d'un cursus d'enseignement supérieur Culture à l'École Media Art du Grand Chalon, l'ANdEA exprime sa vive inquiétude et renouvelle son soutien à son équipe et à ses étudiant.es

Le 11 décembre dernier, l'ANdEA avait alerté sur la situation de l'École Media Art du Grand Chalon dont le président Sébastien Martin avait annoncé par voie de presse son souhait de ne pas y maintenir le cursus d'enseignement supérieur en art (Diplôme national d'art – DNA) pour envisager d'autres formations hors tutelle du ministère de la Culture. Pareil abandon signifiait, de fait, la fermeture d'une école d'enseignement supérieur Culture membre du réseau ANdEA.

Pour mieux comprendre la situation, l'ANdEA avait proposé à Sébastien Martin une rencontre lui permettant d'exposer ses arguments et l'avenir qu'il envisageait pour l'établissement. Lors de cette rencontre, l'ANdEA avait insisté sur l'importance et la place de toutes les écoles, quelle que soit leur taille, au sein du maillage territorial de l'enseignement supérieur public de l'art et du design en France. Nous avons argumenté en faveur du rôle que joue l'e|m|a dans l'égalité d'accès aux études supérieures d'art pour des étudiant.es en Bourgogne Franche-Comté, leur permettant notamment de valider un diplôme valant grade de licence. Nous avons également exprimé la préoccupation du réseau d'assister à la mise en difficulté d'un établissement bicentenaire dont les experts du HCERES saluent la cohérence géographique et scientifique avec les autres établissements de Bourgogne Franche-Comté, tout comme le potentiel dans les domaines des arts numériques et des arts de la scène – avec de bons taux de réussite et un développement manifeste depuis deux ans. À l'issue de cette rencontre, et après avoir partagé les points de vue et arguments respectifs, nous avons convenu, sur demande du président, de l'élaboration par la directrice adjointe d'une proposition de projet pour l'e|m|a.

La publication d'une pétition de soutien à l'e|m|a il y a quelques semaines et l'article paru dans *Libération* le 12 mars nous avaient à nouveau alertés : les enseignant.es et les étudiant.es étaient alors toujours dans l'attente d'un projet, à tout le moins de perspectives pour l'avenir. Tout récemment, nous avons appris par la directrice adjointe qu'elle envisageait d'accepter la proposition du président de prendre la direction de l'établissement et qu'elle en avait informé l'équipe. Sa décision fait suite à l'obtention d'un certain nombre de garanties :

- le maintien des titulaires et des contractuels dans l'établissement,
- le maintien de la subvention du Grand Chalon au même niveau que 2023 et le soutien des équipes du Grand Chalon sur des fonctions support,
- l'élaboration d'un nouveau projet d'enseignement supérieur en art pour les années à venir.

L'ANdEA prend acte de ces annonces, mais reste vigilante sur plusieurs points :

- Quelle pérennité pour les emplois contractuels, au-delà du court terme ?
- Quel devenir pour le cursus DNA actuellement en place ?
- Quel calendrier, quelles modalités de consultation de l'équipe pour le nouveau projet envisagé ?
- Quelles démarches entreprises pour reprendre le processus d'accréditation et la réintégration dans Parcoursup ?

L'ANdEA s'inquiète, à ce stade, que ces points essentiels, qui avaient déjà été soulignés, demeurent sans réponse.

L'ANdEA demande un calendrier et des perspectives claires, une communication ouverte, une analyse approfondie des problèmes rencontrés et une collaboration étroite entre l'e|m|a, le ministère de la Culture et la collectivité territoriale afin de résoudre les questions en suspens et progresser vers la résolution des défis actuels.

En l'état, la situation apparaît en totale contradiction avec la politique affichée par la Ministre :

- de rendre plus accessibles les études supérieures d'art et design ;
- de préserver le service public partout sur le territoire ;
- de reconnaître l'égalité importance des écoles « grandes » et « petites » dans l'accès aux cursus, dans leur complémentarité et leur contribution essentielle au rayonnement culturel de la France.